



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 24 janvier 2023

Presse – Actualités

- [Inflation : Les taux d'intérêt vont continuer d'augmenter à un « rythme soutenu », dit Lagarde – 20Minutes](#)
- [Réforme des retraites : le gouvernement droit dans ses bottes sur les 64 ans – La Tribune](#)
- [Réforme des retraites : après le 49.3, le 47.1 ? - Les Echos](#)
- [Royaume-Uni : la colère des personnels de santé ne faiblit pas, les grèves s'enchaînent – La Tribune](#)
- [Impôts : comment les scandales de montages offshore ont permis au fisc de récupérer des millions - Les Echos](#)
- [Embargo sur le diesel russe : la prochaine bombe sociale ? – L'Express](#)
- [Trois ans après, Wuhan a tourné la page du Covid – Orange.fr](#)
- [L'Allemagne peut-elle devenir une puissance militaire? – Le Figaro](#)

ARTICLES DE PRESSE

Inflation : Les taux d'intérêt vont continuer d'augmenter à un « rythme soutenu », dit Lagarde – 20Minutes

TENDANCE Selon la présidente de la Banque centrale européenne, il n'y a pas d'autre solution pour faire baisser la fièvre de l'inflation

La présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde a réaffirmé lundi l'intention de l'institut monétaire de continuer à relever ses taux « à un rythme soutenu » pour combattre l'inflation toujours trop élevée en zone euro.

« Les taux d'intérêt de la BCE devront encore augmenter significativement à un rythme soutenu pour atteindre des niveaux suffisamment restrictifs » (c'est-à-dire pénalisants pour l'activité, ndlr) et « y rester aussi longtemps que nécessaire », a affirmé la banquière centrale lors d'une réception de l'opérateur de la Bourse de Francfort.

Inflation « beaucoup trop élevée »

En moins de six mois, la BCE a relevé ses taux directeurs de 2,50 points de pourcentage, la hausse la plus rapide de son histoire. « Nous devons réduire l'inflation » et « nous atteindrons cet objectif », a martelé Christine Lagarde.

Pour l'heure l'inflation en Europe « est beaucoup trop élevée », a déclaré Lagarde, comme lors du forum de Davos la semaine dernière. Cela s'explique « en partie à cause de notre vulnérabilité à l'évolution de la géopolitique de l'énergie », a-t-elle expliqué.

« Le découplage avec la Russie l'année dernière » depuis le début de la guerre d'invasion en Ukraine « a poussé l'inflation énergétique dans la zone euro à des niveaux extraordinaires », provoquant une hausse générale des prix à plus de 10 % en octobre.

Baisse du pouvoir d'achat

Si l'inflation énergétique a récemment diminué, l'inflation sous-jacente - sans les prix de l'énergie et des denrées alimentaires - continue d'augmenter. « Par conséquent, il est vital que les taux d'inflation supérieurs à l'objectif de 2 % de la BCE ne s'enracinent pas dans l'économie », a conclu Lagarde.

Concrètement, les gardiens de l'euro vont relever les taux d'intérêt en février et très probablement les mois à suivre. « En d'autres termes, nous maintiendrons le cap pour assurer le retour rapide de l'inflation à notre cible » de 2 %, a conclu Christine Lagarde, alors que la baisse du pouvoir d'achat liée à l'envolée des prix s'est imposée comme une préoccupation majeure des Européens.

* * *

Réforme des retraites : le gouvernement droit dans ses bottes sur les 64 ans – La Tribune

Le gouvernement présentait ce lundi en Conseil des ministres sa réforme des retraites à l'issue duquel le ministre du Travail a réaffirmé la volonté de l'exécutif de décaler l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Si le gouvernement semble prêt à quelques concessions, elles se feront seulement « à la marge ». De leur côté, les syndicats entendent amplifier encore la mobilisation après un début réussi et dénoncent le fait que le projet soit débattu dans le cadre d'un projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificative pour 2023.



Si le Parlement ne s'est pas prononcé d'ici le 26 mars à minuit, les dispositions de la réforme pourront être mises en œuvre par ordonnance, ce qui serait inédit. (Crédits : Reuters)

Le gouvernement ne reculera pas. C'est ce qu'a affirmé, ce lundi, Olivier Dussopt, à l'issue du Conseil des ministres. Le ministre du Travail a, ainsi, fermé la porte à un recul du gouvernement sur le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans prévu par la réforme [présentée le 10 janvier dernier](#) par la Première ministre, Elisabeth Borne.

« *Les mesures d'âge que nous prenons* », le relèvement de l'âge légal à 64 ans en 2030 contre 62 ans actuellement et l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans dès 2027 « *sont celles qui permettent de ramener le système à l'équilibre en 2030* », a-t-il fait valoir lors du compte rendu du Conseil des ministres. « *Revenir sur ce point serait renoncer au retour à l'équilibre et donc manquer de responsabilité pour les générations futures* », a-t-il ajouté, tout en relevant « *un désaccord avec les organisations syndicales* » sur ce sujet.

Dimanche, Emmanuel Macron a, lui, estimé avoir déjà fait preuve « *d'ouverture* » par rapport à son programme de campagne qui prévoyait initialement les 65 ans. S'exprimant lors d'une conférence de presse à Paris avec le chancelier allemand Olaf Scholz, le chef de l'Etat a toutefois refusé de dire clairement qu'il maintiendrait [les 64 ans](#) jusqu'au bout, pour ne pas se « *substituer* » au débat

parlementaire. « *Je souhaite que le gouvernement avec les parlementaires* » puissent « *aménager* » le texte, a-t-il assuré. Avant de se montrer plus inflexible : « *les besoins* » sont « *connus* », et « *je crois que là, maintenant, il faut pouvoir avancer* ».

Des enrichissements du texte « *uniquement à la marge* »

Bien que les différents ministres se relaient se disant prêts au « *dialogue* » afin « *d'enrichir* » le texte, les évolutions se feront, en effet, uniquement à la marge. Des « *enrichissements* » sont possibles, mais pas s'ils font dérailler l'équilibre financier du système, promis à l'horizon 2030, martèle-t-on. Le gouvernement a toutefois ouvert pour la première fois la porte, durant le week-end, à des mesures plus fermes [sur l'emploi des seniors](#). Le ministre des Comptes publics Gabriel Attal s'est ainsi dit prêt à « *regarder sans tabou des mesures coercitives pour les entreprises qui ne joueraient pas le jeu* ».

En revanche, l'exécutif s'est montré moins disposé sur un autre point qui crispe jusque dans les rangs du parti Les Républicains, pourtant seul allié annoncé de l'exécutif à l'Assemblée nationale : le fait que les personnes ayant commencé à travailler à 20 ans auront à cotiser 44 ans, et non 43 comme les autres, pour obtenir une retraite à taux plein.

Le « *cœur de la bataille* » est « *dans la rue* »

Les organisations syndicales ne cessent de manifester leur opposition au projet de réforme. Une nouvelle journée de grève et de manifestation est d'ailleurs prévue le 31 janvier après celle du 19 janvier. Selon le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, « [plus de 2 millions](#) » [de personnes avaient manifesté en France](#), contre 1,2 million d'après le ministère de l'Intérieur. « *On espère faire encore plus fort le 31* » janvier, a prévenu le leader de la CGT, soulignant que « *d'ici là, tous les jours il y aura des initiatives dans les entreprises, dans les départements* ».

De son côté, le député François Ruffin a assuré dimanche que La France insoumise porterait à l'Assemblée « *une opposition déterminée* ». Mais il a promis que la gauche n'allait « *pas sombrer dans le crétinisme parlementaire* » avec une obstruction aveugle, estimant que le « *cœur de la bataille* » serait dans la rue.

La forme retenue pour examiner le projet de loi fait débat

D'autant que le débat parlementaire devrait être mené au pas de course afin de faire adopter [la réforme des retraites](#) fin mars pour une entrée en vigueur du projet à l'été. Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans les 50 jours, à partir du week-end prochain, soit d'ici le 26 mars à minuit, les dispositions de la réforme pourront être mises en œuvre par ordonnance, ce qui serait inédit.

Le leader de la CFDT Laurent Berger, a d'ailleurs déploré la forme retenue par l'exécutif pour examiner son projet de loi : un budget rectificatif de la Sécurité sociale, qui permet de limiter les débats dans le temps et d'utiliser à loisir l'arme du 49.3. « *Vous ne pouvez pas faire passer de façon escamotée ce texte sur les retraites, dans ce climat social* », a-t-il argué sur France 5. C'est le premier argument des opposants : le gouvernement a-t-il le droit pour un budget rectificatif d'utiliser la même procédure que pour le budget 2023 initial ?

Les députés LFI ont dénoncé auprès du Conseil d'Etat des « *atteintes aux droits du Parlement* », les écologistes pointant un « *nouveau palier* » franchi. Le patron des députés PCF André Chassaigne étrille « *une manœuvre grossière, digne d'ennemis de la démocratie* ». Un budget rectificatif sert à modifier les prévisions de recettes et dépenses de l'année en cours, pas à « *imposer une réforme de fond* », a déploré elle aussi Mathilde Panot, cheffe de file du groupe LFI. Les mesures de relèvement de l'âge légal de la retraite ou de durée de cotisations « *relèvent* » bien d'un PLFSSR car elles touchent aux comptes de la Sécu, rétorque le gouvernement.

Le Conseil constitutionnel vigilant

Selon *le Canard Enchaîné*, le président du Conseil constitutionnel Laurent Fabius a averti qu'il serait vigilant, notamment sur la création d'un « *index* » pour mesurer l'emploi des seniors : « *tout ce qui est hors champ financier peut être considéré comme un cavalier budgétaire* » et censuré. Les constitutionnalistes sont partagés sur ce PLFSSR, les uns évoquant un « *détournement de procédure* », les autres un outil légitime mais « *ambigu* ». Dans une tribune du *Monde*, le professeur de droit public Benjamin Morel a pointé un « *risque démocratique* » : que ce véhicule devienne « *la norme des futures réformes sociales* ». Autre grief de la gauche : les « *entraves à la liberté des parlementaires* », du fait notamment du calendrier resserré.

Avant la date butoir, l'exécutif peut en outre à tout moment devant l'Assemblée déclencher [l'article 49.3 de la Constitution](#), qui autorise le gouvernement à adopter un texte sans vote, si les votes sur les amendements ne tournaient pas en sa faveur. Ou s'il pense ne pas réunir la majorité absolue pour le vote de l'ensemble de la réforme, à cause de défections chez les macronistes ou chez LR. Selon les informations de RTL, Elisabeth Borne devrait rencontrer demain, mardi, les députés LR pour les mobiliser.

50.000 personnes pourraient décaler leur départ à la retraite cette année

Le relèvement de trois mois de l'âge légal, censé passer à 62 ans et 3 mois au 1er septembre prochain selon la réforme présentée par la Première ministre le 10 janvier dernier, « *pourrait conduire (...) de l'ordre de 50.000 personnes à décaler leur départ* », indique le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) dans son avis, rendu public, ce lundi, sur le projet de loi qui lui a été transmis.

Un texte dont le « *caractère incomplet* » ne lui permet pas d'évaluer l'incidence de moyen terme de la réforme des retraites, qui doit porter l'âge légal jusqu'à 64 ans en 2030 au rythme de trois mois par an. Mais compte tenu des informations disponibles, « *cette mesure d'âge entraînerait une baisse des dépenses de 200 millions d'euros dès cette année.* »

Le « *maintien dans l'emploi* » de ces actifs doit également générer « *des recettes supplémentaires* », non chiffrées mais qui « *devraient être faibles* ». En tout cas insuffisantes pour compenser la revalorisation des petites pensions, « *dont le coût (...) a été provisionné à hauteur de 400 millions* ». En y ajoutant 100 millions pour « *des mesures sur la pénibilité et l'usure professionnelle* » et autant pour celles « *en faveur des transitions emploi-retraite* », l'ardoise des « *dépenses supplémentaires* » s'établit à 600 millions d'euros. Soit un « *coût net estimé à 400 millions* », poursuit le HCFP, qui en conclut que « *la réforme des retraites aura un impact très faible sur les finances publiques en 2023* »

latribune.fr

* * *

Réforme des retraites : après le 49.3, le 47.1 ? - Les Echos

Pour faire passer sa très contestée réforme des retraites, présentée ce lundi en Conseil des ministres, le gouvernement pourrait s'appuyer sur un article méconnu de la Constitution : le 47.1. Il permet notamment de couper court aux débats à l'Assemblée. Explications.



Le gouvernement d'Elisabeth Borne a fait le choix d'intégrer la réforme dans un projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificative (PLFSSR). (Thomas SAMSON/AFP)

Et si un nouvel article méconnu de la Constitution volait au secours du gouvernement ? Depuis juin 2022, la Première ministre Elisabeth Borne a déclenché pas moins de dix fois le désormais célèbre 49.3 . Véritable arme constitutionnelle, cet article de la Constitution a permis de faire adopter, sans vote des députés de l'Assemblée, le projet de loi de finances 2023.

Mais pour faire passer sa très contestée [réforme des retraites](#) , présentée ce lundi en Conseil des ministres, le gouvernement pourrait s'appuyer sur un autre article beaucoup moins connu. Le 47.1 permet notamment de couper court aux débats à l'Assemblée. Explications.

Vingt jours pour se prononcer

Jamais utilisé depuis 1958, l'article 47.1 ne peut être utilisé que dans le cadre des « projets de loi de financement de la Sécurité sociale ». C'est le cas de la réforme des retraites que le gouvernement a fait le choix d'intégrer dans un projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificative (PLFSSR).

Concrètement, le 47.1 permettrait de faire en sorte que l'examen du PLFSSR au Parlement n'excède pas 50 jours. Le 47.1 permet de limiter dans le temps l'examen du projet de loi, à l'Assemblée notamment, où les discussions devraient être agitées. Dans le détail, « si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de vingt jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat », explique la Constitution.

Le texte serait alors transmis au Sénat dans sa version initiale et avec des amendements. Deux conditions s'imposent toutefois : les amendements doivent avoir été votés et reçus un avis favorable du gouvernement. La chambre haute du Parlement disposerait, elle, d'un délai de quinze jours pour statuer.

Les sénateurs à la manoeuvre

Cette manière de procéder pourrait être avantageuse pour le gouvernement : le Palais du Luxembourg, majoritairement à droite, tente de repousser l'âge légal de départ à la retraite depuis plusieurs années. L'exécutif a d'ailleurs déjà intégré dans son texte trois demandes des Républicains : le report de l'âge à 64 ans, voté chaque année par le Sénat, l'abandon du transfert du recouvrement des cotisations du régime de retraite complémentaire Agirc-Arrco vers la Sécurité sociale, et surtout la revalorisation des petites pensions à 85 % du SMIC pour l'ensemble des retraités.

La partie n'est cependant pas gagnée. LR doute encore. « Aujourd'hui, il y a moins de la moitié des députés LR qui sont d'accord pour voter la réforme », assure à l'AFP un député de droite réfractaire au projet gouvernemental. La majorité est elle aussi traversée par des tensions, alliés d'Horizons et du MoDem compris. Les députés dans leurs circonscriptions sont « inquiets au vu de la mobilisation » de jeudi, souligne une source parlementaire Renaissance.

Aucun amendement recevable

Une fois ces deux étapes passées, et en cas de désaccord entre les deux chambres du Parlement, une commission mixte paritaire - qui réunit sénateurs et députés - peut être mise en place. Elle est chargée de proposer un texte sur les discussions encore en cours. Ce dernier, s'il est adopté, est soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux Assemblées. Mais alors, « aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement », précise la Constitution.

Par la suite, « si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de cinquante jours, les dispositions du projet peuvent être mises en oeuvre par ordonnance », stipule l'article 47.1. A gauche, les oppositions dénoncent un « 49.3 déguisé » et un délai trop rapide, voire brutal. « Un grand pays ne se dirige pas brutalement », avance le député LFI Alexis Corbière.

Si l'exécutif décide tout de même d'avoir recours à cet article jamais utilisé dans l'histoire de la Ve République, le compte à rebours pourrait être lancé dès le 30 janvier, jour où les députés commenceront à examiner le texte sur la réforme des retraites en commission. Quant aux débats à l'Assemblée nationale ils débiteront le 6 février.

Tifenn Clinkemaille

Royaume-Uni : la colère des personnels de santé ne faiblit pas, les grèves s'enchaînent – La Tribune

Le personnel des ambulances britanniques observe ce lundi une nouvelle grève, la troisième en cinq semaines, pour demander des augmentations de salaires dans un Royaume-Uni victime d'une inflation record qui oscille autour des 11% franchis en octobre. Les infirmières étaient déjà en grève deux jours la semaine dernière après une première mobilisation inédite en décembre et la journée du 6 février pourrait être celle de la plus grande grève de l'histoire du NHS, le système public de santé britannique. Les discussions sont au point mort.



C'est la troisième grève en cinq semaines des ambulanciers britanniques. (Crédits : Reuters)

À quelques semaines d'une journée d'action massive de la NHS, le service public de santé, le 6 février, le personnel des ambulances britanniques a pris les devants avec une nouvelle grève qui débute ce lundi.

Le ministre de la Santé Steve Barclay a jugé « *immensément décevant* » dans un communiqué dimanche soir le mouvement de grève des ambulanciers et souligné les mesures d'urgence mises en place pour assurer la sécurité des patients.

La réponse du syndicat Unite n'a pas tardé :

« *Il n'y a pas eu la moindre proposition en cinq semaines* », a dénoncé Sharon Graham, la secrétaire générale du syndicat Unite, appelant le Premier ministre conservateur Rishi Sunak à négocier car, à ses yeux, son ministre de la Santé n'a pas « *l'autorité* » pour conclure un accord.

Là où Steve Barclay évoque des « *discussions constructives* » avec les syndicats sur les salaires pour l'année prochaine (2023/2024), la responsable syndicale a averti que les grévistes seraient « *là* » jusqu'à ce que le gouvernement se décide à négocier sur l'année en cours.

« *Ce sont les gens qui étaient là pendant la pandémie quand on n'avait pas de vaccin* », « *des gens mourraient, des employés du NHS mourraient* », a-t-elle insisté sur Sky News. Elle espère néanmoins que la journée d'action du 6 février, « *un jour triste pour le NHS* », puisse être évitée. Des milliers d'infirmières prévoient ce jour-là de se mettre en grève, et des milliers d'ambulanciers devraient se joindre au mouvement. Cette journée pourrait être celle de la plus grande grève de l'histoire du NHS.

« 500 personnes meurent chaque semaine en attendant une ambulance »

« *Le gouvernement a la possibilité de rassembler les secrétaires généraux* » des syndicats « *n'importe quand, on sera là* », assure Sharon Graham, soulignant que les personnels de santé assureraient la sécurité des patients.

« Cinq cents personnes meurent chaque semaine en attendant une ambulance dans la cinquième économie la plus riche du monde », dénonce la syndicaliste, reprenant l'estimation haute d'une organisation d'urgentistes, le Royal College of Emergency Medicine :

« C'est une honte nationale absolue », a conclu Sharon Graham.

Le gouvernement, quant à lui, accuse les grévistes de mettre les patients en danger et veut instaurer un service minimum dans certains secteurs.

Accusation récusée en ces termes par la leader syndicaliste :

« Ce ne sont pas les syndicats qui ne fournissent pas les niveaux de service minimum: c'est la gestion désastreuse du NHS par ce gouvernement qui l'a amené au point de rupture », a fustigé la secrétaire générale du syndicat Unite.

latribune.fr

* * *

Impôts : comment les scandales de montages offshore ont permis au fisc de récupérer des millions - Les Echos

Les révélations sur des avoirs dissimulés grâce à des montages internationaux complexes ont apporté de précieuses informations à Bercy. Les « Panama Papers » se sont révélés particulièrement fructueux pour les caisses de l'Etat.



Les révélations du lanceur d'alerte « John Doe » sur le cabinet Mossack Fonseca, au Panama, continuent d'être exploitées par le fisc français. (AFP)

Alors que le Parquet national financier vient de [lancer un ultimatum](#) aux Français impliqués dans les « Dubaï Papers », d'autres scandales continuent d'occuper le fisc et la justice. Et l'exploitation des informations nées de fuites

de documents confidentiels se révèle fructueuse. Deux affaires retentissantes - les « Panama Papers » et les « Paradise Papers » - ont ainsi permis de faire entrer près de 200 millions d'euros dans les caisses de l'Etat à ce jour, selon la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

A lui seul, le dossier [« Panama Papers »](#) a rapporté 176 millions d'euros à la France. Cette affaire a été révélée en 2016 par le Consortium international de journalistes d'investigation, après qu'un lanceur d'alerte a transmis des fichiers du cabinet panaméen [Mossack Fonseca](#), spécialisé dans les montages de sociétés écrans facilitant la dissimulation d'avoirs. Plus de 600 dossiers ont été examinés par Bercy. Parmi ceux-ci, 198 ont donné lieu à des régularisations ou à des redressements à la suite de contrôles.

Régularisations et redressements fiscaux

Autre affaire provenant d'une fuite massive de données d'un cabinet d'avocats, aux Bermudes cette fois, les [« Paradise Papers »](#) ont fait rentrer 11,2 millions d'euros depuis la parution des articles de presse, entre fin 2017 et début 2018. L'administration précise avoir examiné 240 dossiers, procédé à un peu moins de 60 contrôles fiscaux, pour arriver à 35 régularisations et redressements.

Concernant les « Pandora Papers » (2021) ou le dossier « Dubaï Uncovered » (2022), la DGFIP ne « dispose pas encore du recul suffisant pour chiffrer les enjeux des procédures initiées ». Mais des plaintes auprès de la police fiscale ont été déposées.

Ces enquêtes « constituent un point d'entrée pour orienter les recherches, explique Bercy. Sans elles, la probabilité serait bien moindre pour la DGFIP d'apprendre l'existence d'avoirs non déclarés, détenus via des structures offshore interposées créées dans des Etats et territoires avec qui l'échange automatique d'information n'existe pas. » Il n'en reste pas moins qu'une fois ce premier obstacle levé, les demandes de renseignements adressées à certains pays n'aboutissent pas toujours.

Echange de renseignements

C'est notamment le cas dans l'affaire des « Panama Papers », pour laquelle l'administration précise que les chiffres ne sont pas définitifs, « la majorité des dossiers restant bloqués par l'absence de réponse complète aux demandes d'assistance administrative internationale ». Faute d'informations pertinentes sur le montant des avoirs détenus, il est difficile d'établir une imposition.

La coopération internationale s'est néanmoins améliorée ces dernières années. Avec l'entrée en vigueur de la convention multilatérale OCDE en 2016, la France échange des renseignements [avec 160 pays](#). Selon un rapport en annexe du budget pour 2023, Bercy a adressé 4.231 demandes à

l'étranger en matière d'impôts directs en 2021. Le délai de réponse reste long, même s'il est passé de 310 à 274 jours.

Secret bancaire

Outre les Etats frontaliers et ceux avec qui les échanges économiques sont importants (Royaume-Uni, Allemagne), la France adresse une part importante de demandes aux Etats dans lesquels sont implantés des centres financiers (Hong Kong, Chypre) et ceux favorisant la création de sociétés offshore (îles Vierges britanniques, Panama).

« La persistance de flux significatifs permet à la France de maintenir un niveau élevé d'effectivité de la coopération internationale et d'apprécier en retour la qualité des renseignements obtenus de ces pays », indique Bercy.

Par ailleurs, [l'échange automatique de renseignements](#) fournit un volume toujours plus substantiel de données au fisc. L'administration a reçu des informations sur pas moins de 5,8 millions de comptes détenus par des Français à l'étranger en 2021. C'est presque six fois ce qu'elle obtenait en 2017, année où [le secret bancaire](#) a vacillé.

Isabelle Couet

* * *

Embargo sur le diesel russe : la prochaine bombe sociale ? – L'Express

L'entrée en vigueur d'un embargo sur les produits pétroliers transformés russes pourrait augmenter le prix à la pompe du gasoil... et attiser le mécontentement de consommateurs laminés depuis plusieurs mois par l'inflation.

Depuis le début de l'année dernière, les conducteurs de voiture au diesel ont le blues. A chaque passage à la pompe, la facture grimpe. Le 13 janvier dernier, les consommateurs devaient déboursier 1,88 euro pour un litre de gazole, contre 1,48 euro un an plus tôt. Fait inédit, le prix de leur carburant s'est même installé durablement au-dessus de celui de l'essence depuis le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Une flambée qui s'ajoute aux coups de boutoir de ces dernières années contre le diesel, avec l'alignement progressif de la fiscalité du gasoil sur celle de l'essence, et à la fin de la remise à la pompe, mise en place par le gouvernement pour aider les automobilistes à

faire face à la hausse des prix, le 31 décembre dernier. Malheureusement pour les conducteurs de voitures au diesel, un nouveau coup de bambou est sur le point de se produire, et celui-ci n'a aucun lien avec les mouvements de grève contre la réforme des retraites dans les raffineries...

Le 5 février, l'Union européenne va en effet franchir une nouvelle étape dans sa riposte économique contre la Russie, avec la mise en place d'un autre embargo sur l'or noir. Depuis le début du mois de décembre, Bruxelles a déjà interdit aux navires de décharger du pétrole russe dans les ports de l'Union européenne. Dans quelques jours, ce sont les importations de produits pétroliers raffinés russes, dont le diesel, qui seront indésirables sur le territoire européen. Le problème, c'est que Moscou est un fournisseur important de ce carburant pour le Vieux continent. Plus de la moitié des importations de gazole en Europe, environ 600 000 barils par jour, viennent de Russie. "Les Européens ont délaissé leurs outils de raffinage depuis de nombreuses années à cause de la faiblesse des marges de cette activité et des problèmes environnementaux qui se posaient régulièrement, et ils se sont notamment tournés vers la Russie", explique Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique à l'université Paris Dauphine et président fondateur de Cyclope, société d'études spécialisée dans l'analyse des marchés mondiaux de matières premières et de commodités.

Evidemment, les opérateurs pétroliers ne sont pas restés les bras croisés face à cette situation. "L'embargo a été décidé en juin, et ils ont eu un délai de huit mois pour s'adapter : des contrats spécifiques ont pu être mis en place, et des sources alternatives d'approvisionnement trouvées", rassure Olivier Gantois, président de l'UFIP Énergies et Mobilités, l'organisation qui rassemble les sociétés énergétiques et pétrolières. En mars dernier, TotalEnergies avait en effet d'ores et déjà annoncé "mettre fin aux contrats d'achat de diesel russe dans les meilleurs délais et au plus tard d'ici la fin de l'année 2022", et diversifier ses sources d'approvisionnement.

Opération accomplie selon l'entreprise, qui nous a confirmé avoir mis fin à tous ses contrats d'achat de gazole russe et importe désormais des productions d'autres continents, et notamment de la raffinerie de Satorp, en Arabie saoudite, dont ils sont partenaires. Outre le Moyen-Orient, les Etats-Unis, la Chine ou encore l'Inde, sont également des fournisseurs possibles de diesel. Une aubaine pour ces deux derniers pays exportateurs : ils peuvent acheter du pétrole brut russe à un prix réduit, le transformer et l'exporter vers l'Union européenne. Résultat de cette diversification des sources d'approvisionnement, les automobilistes encore traumatisés par les files d'attente de l'automne, à la suite des blocages dans les raffineries, peuvent être rassurés : les risques de pénurie dus à l'embargo sur le diesel sont minimes.

Des chaînes d'approvisionnement plus longues

Mais l'embargo sur les produits pétroliers russes risque tout de même d'avoir un effet... sur la facture, qui pourrait flamber un peu plus ! "Nous voyons déjà des tensions sur le prix du diesel, et cela pourrait encore s'aggraver", prévient Philippe Chalmin. Un point de vue également exprimé par Patrick Pouyanné, le patron de TotalEnergies lors d'une interview sur BFM Business : "Il va falloir trouver du diesel, ça peut tirer les prix du diesel vers le haut." Après avoir culminé à cause du conflit entre la Russie et l'Ukraine, le gazole avait en effet entamé une décrue au début de l'été... Avant d'augmenter à nouveau depuis la mi-août. Au point que certains experts n'hésitent pas à parler du risque de "mini choc pétrolier" dans les semaines qui suivront le début de l'embargo. En plus de la désorganisation du marché mondial, "les opérateurs doivent mettre en place des chaînes d'approvisionnement plus longues et coûteuses que l'approvisionnement direct depuis la Russie", souligne Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine et directeur de l'équipe Energie Climat. Un cargo en provenance de Russie met en effet en moyenne sept jours pour atteindre l'Europe, contre plusieurs semaines pour des destinations plus lointaines. Résultat, les coûts de transport sont plus élevés...

Heureusement, le pire est encore loin d'être certain. Le marché du pétrole et le prix des carburants demeurent assez imprévisibles, même pour les experts qui s'efforcent de bâtir consciencieusement des prévisions. "Le niveau de tension sur les prix dépendra d'autres facteurs, notamment du côté de la demande, souligne Patrice Geoffron. Si l'on regarde les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), un tiers de l'économie mondiale devrait être en récession en 2023 et la moitié de l'Union européenne, ce qui tirerait les prix vers le bas." Autre raison de ne pas céder à la panique, "le marché pourrait avoir en grande partie déjà intégré l'embargo dans les hausses de ces dernières semaines, rassure Olivier Appert, conseiller du Centre Énergie de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Et il ne faut pas oublier que dans le prix final du diesel, le prix du produit ne représente qu'une petite part, le reste est composé de coûts de logistiques et de taxes dont certaines ne varient pas en fonction du prix." Au bout du compte, l'attitude de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliées (l'Opep +), qui doit se réunir dans les prochaines semaines, sera décisive dans l'orientation que prendra le cours du diesel.

Pour les ménages qui roulent au diesel, il faut espérer que les optimistes aient raison... Car une flambée trop vive des prix du gasoil pourrait constituer un énième coup de canif dans un budget déjà bien entamé par l'inflation qui ravage l'Union européenne depuis plusieurs mois. D'autant plus dans l'Hexagone, où les pouvoirs publics ont pendant longtemps favorisé ce carburant. 60 % du parc automobile roule encore aujourd'hui au gazole, même

si cette part a légèrement diminué ces dernières années (-5 % depuis 2015). Une bombe sociale d'autant plus dangereuse que le diesel est un carburant particulièrement prisé par les ménages les plus pauvres. Selon une étude du Commissariat général au développement durable (CGDD) datée de décembre 2020, "60 % des voitures particulières des ménages modestes sont des diesels, légèrement au-dessus de la moyenne qui est de 56 % dans l'enquête. Cette proportion est de 64 % en zone rurale, similaire à la moyenne nationale ; elle est de 54 % en zone urbaine, cinq points au-dessus de la moyenne qui s'établit à 49 %". Vu les temps agités et la sensibilité des Français au prix du carburant, il n'en faudrait pas beaucoup pour déclencher un brasier social...

* * *

Trois ans après, Wuhan a tourné la page du Covid – Orange.fr



Une habitante achète des fruits sur un marché de Wuhan, le 23 janvier 2023 dans le centre de la Chine

"On n'a plus peur!": les habitants de Wuhan déclarent lundi avoir repris une vie totalement normale, trois ans après le début du confinement traumatisant de la ville qui avait signalé le début de la pandémie.

La métropole de 11 millions d'habitants, située dans le centre de la Chine, a commencé à être frappée fin 2019 par ce qui n'était alors qu'un virus inconnu, entraînant des pneumonies chez un nombre croissant d'habitants.

Le 23 janvier 2020, les autorités ordonnaient la mise sous cloche de la ville pour stopper l'épidémie. Le virus allait faire des millions de morts sur la planète et laminer l'économie mondiale.

Mais la vie a depuis repris son cours dans la plupart des pays. Et la Chine, après trois ans de confinements, quarantaines obligatoires et multiples dépistages, a levé en décembre la quasi-totalité de ses restrictions sanitaires.

Lundi, rien ne rappelle à Wuhan l'ambiance apocalyptique de 2020.

En soirée, des animations colorées illuminent les façades des bâtiments qui dominent les bords du fleuve Yangtsé, tandis que des pétards éclatent pour célébrer le Nouvel An lunaire.

Des habitants bravent le froid en famille au bord du fleuve et un agent de sécurité peine à contenir des touristes impatients de s'offrir une croisière nocturne.

D'autres profitent des congés du Nouvel An pour déguster snacks et spécialités locales dans l'allée Hubu, une artère historique et populaire de Wuhan, animée par une multitude d'échoppes et de petits restaurants.

- "La Maison de l'espoir" -

"La nouvelle année qui commence sera bien sûr meilleure. On n'a plus peur du virus!", affirme à l'AFP Yan Dongju, une agente d'entretien âgée d'une soixantaine d'années.

Un peu plus loin, un jeune livreur de plats cuisinés à scooter veut lui aussi tourner la page de la pandémie.

Le confinement de Wuhan puis des restrictions sanitaires en Chine durant trois ans, "bien sûr que ça a été dur", indique à l'AFP Liang Feicheng, un masque sur le visage pour se protéger du froid mordant.

"Si je disais que ça ne l'était pas, ce ne serait pas vrai. C'était une période difficile", déclare ce livreur entre deux commandes.

Le confinement de 2020, annoncé en pleine nuit et mis en place quelques heures après, avait pris les habitants par surprise.

Et le reste du monde, les yeux rivés sur les chaînes d'information en continu, suivait avec anxiété et en temps réel le début de ce qui allait devenir une épidémie mondiale.

Gares et aéroports fermés, routes bloquées, transports à l'arrêt et commerces cadenassés: pendant 76 jours, Wuhan s'était retrouvée coupée du monde, avec des habitants terrés chez eux et des hôpitaux submergés de malades.

Mais le chaos du début 2020 est désormais loin.

Devant un magasin où l'AFP avait pris la photo d'un homme mort gisant sur un trottoir, le nom d'une école désormais installée dans le bâtiment ("La Maison de l'espoir") semble faire un clin d'oeil au destin.

- Marché fermé -

L'immense site du célèbre hôpital de fortune de Wuhan, construit en seulement 10 jours fin janvier 2020, est désormais à l'abandon et une grande affiche à l'entrée célèbre ceux qui ont oeuvré à sa construction.

L'ancien site du marché Huanan, un temps soupçonné d'être l'épicentre des contaminations, avait définitivement fermé en 2020.

Lundi, de grandes barrières bleu ciel entouraient encore le complexe désaffecté, devant lequel une voiture de police était stationnée, a constaté l'AFP.

La Chine, longtemps considérée comme un havre de paix sanitaire du fait de mesures draconiennes contre le virus, fait face depuis quelques semaines à son plus important rebond épidémique.

Environ 80% de la population chinoise aurait contracté le Covid depuis la levée en décembre des restrictions sanitaires, selon l'épidémiologiste Wu Zunyou, figure dans son pays de la lutte contre le virus.

La Chine a fait état ce week-end d'au moins 13.000 décès supplémentaires "en lien avec le Covid-19" entre le 13 et le 19 janvier.

Ce chiffre, qui ne concerne que les décès rapportés dans les hôpitaux, s'ajoute aux quelque 60.000 décès depuis décembre annoncés précédemment par les autorités.

Ce bilan est sans doute sous-évalué pour une population de 1,4 milliard d'habitants, alors que de nombreux hôpitaux et crématoriums dans le pays apparaissent encore débordés.

* * *

L'Allemagne peut-elle devenir une puissance militaire? – Le Figaro

GRAND DÉCRYPTAGE - La guerre en Ukraine a convaincu Berlin de renforcer ses capacités de défense. Une évolution semée d'embûches.

Depuis une décennie, l'Allemagne affirme vouloir assumer plus de responsabilité dans le monde. Mais son appareil militaire ne suit pas. Boris Pistorius, le nouveau ministre de la Défense allemand, a promis jeudi d'y consacrer ses efforts. «*Notre tâche est de rendre maintenant la Bundeswehr plus forte. Il s'agit de dissuasion, d'efficacité et de préparation. Et de continuer à soutenir l'Ukraine, y compris avec des matériels de la Bundeswehr* », a-t-il poursuivi. À Paris comme au sein de l'Otan, les attermolements allemands, comme la mise en œuvre du «Zeitwende », le changement d'époque énoncé par le chancelier Olaf Scholz, sont suivis avec attention. Dans l'espoir que l'Allemagne devienne une puissance militaire sur qui compter.

Quelles sont les capacités de la Bundeswehr?

Avec 184.000 militaires d'active, la Bundeswehr fait partie des armées les plus importantes d'Europe, numériquement parlant, derrière la France et ses 205.000 soldats mais devant l'Italie (170.000) ou la Pologne (120.000). Sur le papier, elle dispose de 284 chars de combat, type Leopard, et de 674 véhicules de combat d'infanterie, comme les Marder, de 121 pièces d'artillerie de 155 mm PzH2000n, de 8 frégates ou encore de 226 avions de combat Eurofighter et Tornado. L'inventaire ne reflète toutefois pas la réalité de l'armée allemande. La disponibilité des matériels est bien inférieure au taux affiché de 77% par la hiérarchie.

Lors d'un récent exercice, 18 blindés Puma sont tombés en panne. Le ministère a donc suspendu les futures commandes tant que ces véhicules ne seront pas fiables. Les stocks de munitions sont eux aussi taillés au plus bas. «*En cas de conflit, la Bundeswehr pourrait tenir 48 heures* », explique un diplomate allemand. Pour être opérationnelle, il manque à l'armée allemande «*des équipements personnels tels que des casques, des sacs à dos, des gilets de protection ainsi que du petit et du gros matériel - des radios, des munitions jusqu'aux chars* », a déclaré l'année dernière la députée Eva Högl, commissaire parlementaire aux forces armées. La Bundeswehr manque d'à peu près tout, héritage de décennies de sous-investissement.

Après la fin de la guerre froide, Berlin a d'autant plus réduit ses dépenses de défense que les questions militaires ne jouissent d'aucun prestige politique dans un pays traumatisé par la guerre. La Bundeswehr est toujours handicapée par les restrictions qui sont fixées à ses opérations. Il n'est pas question pour elle d'assumer des missions de combat à l'extérieur de l'Allemagne. Si la Bundeswehr a été repensée après la guerre pour une mission de défense nationale et placée sous le contrôle du Bundestag, qui doit voter chaque engagement, elle n'a évolué que lentement depuis l'intervention de l'Otan au Kosovo en acceptant d'être déployée à l'étranger. Au Mali, elle a assuré des missions de transport, de soutien ou de formation. Au Levant, où la décision de participer à la coalition internationale contre Daech a été particulièrement rapide, l'aviation allemande s'est contentée de missions de renseignement. Depuis 2014, elle a assumé le rôle de «nation-cadre » pour le déploiement allié en Lituanie.

- **L'Allemagne veut-elle gagner en influence dans l'Otan?**

Depuis le 1^{er} janvier, l'Allemagne a pris le commandement au sein de l'Otan de la VJTF, la force de réaction la plus rapide au sein de l'Alliance, celle qui doit pouvoir être déployée en quelques jours. 11 500 soldats de la Panzergrenadierbrigade 37 sont en alerte. L'Allemagne assure aussi pour la première fois le commandement des forces spéciales de la VJTF. Qu'elle le veuille ou non, l'Allemagne doit assumer des responsabilités militaires. Ses officiers en sont conscients, et ils réclament des moyens et des capacités.

Mais Berlin est pointé du doigt au sein de l'Otan depuis des années pour son sous-investissement. Si les réticences politiques ont été fortes avant l'invasion de l'Ukraine pour consacrer davantage de moyens à la défense, notamment au sein du SPD, le gouvernement allemand cherche depuis longtemps des moyens de peser au sein de l'Alliance. Depuis 2013, Berlin a notamment été moteur pour promouvoir le concept de nation-cadre au sein de l'Alliance, qui place un État en position d'encadrer une opération militaire à laquelle participent d'autres alliés. Après 2014, l'Allemagne a été nation-cadre du déploiement en Lituanie. Le concept de nation-cadre doit permettre à la Bundeswehr de retrouver de l'épaisseur grâce à la contribution d'autres armées, écrivait Claudia Major, spécialiste des questions de défense à la fondation SWP dans une note de 2014. Une décennie plus tard, le concept s'est imposé au sein de l'Alliance.

En votant un fonds exceptionnel de 100 milliards d'euros et en consacrant enfin 2% de son PIB à sa défense, Berlin a mis en adéquation sa volonté politique et ses moyens financiers. Les fonds ne seront cependant décaissés que progressivement pour parer au plus urgent. Cette manne financière a aussi permis à l'Allemagne d'envisager l'achat «sur étagère » d'un système de défense antimissile. L'initiative Sky Shield lancée à la rentrée a été soutenue par 14 États de l'Otan, soulignant une capacité d'entraînement de Berlin. Mais, pour l'instant, le projet, qui n'a pas été soutenu par la France ou l'Italie, n'a pas avancé. Pire, il a agacé à Paris. Pour Torben Arnold, dans une note de l'institut SWP, il ne suffira pas à l'Allemagne d'identifier un vide capacitaire et de proposer un financement pour surmonter les difficultés politiques et stratégiques du projet.

- **Quel est le lien militaire avec les États-Unis?**

Un tiers du fonds spécial de 100 milliards d'euros va être consacré à acquérir des avions américains F35. Seuls ces appareils sont «qualifiés » pour emporter l'arme nucléaire américaine stationnée en Allemagne. La «participation » allemande à la dissuasion de l'Otan faisait presque figure de tabou dans le pays. Mais, depuis l'invasion de l'Ukraine, l'opinion publique commence à basculer et les responsables politiques à assumer. *«Aussi longtemps que des États comme la Russie posséderont des armes nucléaires dans leur potentiel de menace, l'Otan aura besoin d'une dissuasion crédible »*, a affirmé le chancelier Olaf Scholz en novembre. Cette participation à la dissuasion fait partie du lien sécuritaire très fort qui lie l'Allemagne aux États-Unis.

L'armée américaine stationne en Allemagne cinq de ses sept garnisons en Europe. La base de Ramstein, la principale, accueille le commandement américain pour l'Europe et l'Afrique. Plus de 30.000 soldats américains sont installés en Allemagne. Pour Berlin, cette présence est une garantie de sécurité. Elle influence aussi la politique allemande en alignant les intérêts de Berlin sur les priorités américaines. *«Les Allemands se comportent en sous-traitant des Américains »*, soupire un diplomate français de haut niveau.

- **Que vont devenir les projets militaires franco-allemands?**

«Entre pays alliés, il y a deux facteurs discriminants, poursuit le diplomate français. Il y a les pays qui sont dotés de l'arme nucléaire et ceux qui ont des veuves et des orphelins militaires. Dans ces catégories, il n'y a pas l'Allemagne... », observe-t-on pour souligner le déséquilibre entre les deux rives du Rhin. «Il faut forcer les Allemands à faire du franco-allemand », réclame-t-on. Les ambitions d'Emmanuel Macron à la Sorbonne en 2017 ou le traité d'Aix-la-Chapelle, conclu en 2019, n'ont pas suffi à surmonter toutes les difficultés. Les projets de coopération de défense ont tous connu des difficultés. Le patrouilleur maritime MAWS a fait long feu, comme l'hélicoptère Tigre Standard 3. Le MGCS, le char du futur qui doit remplacer les Leclerc, est toujours englué dans les rivalités d'industriels.

En ce qui concerne le Scaf, l'avion du futur développé en coopération par la France, l'Allemagne et l'Espagne, qui doit remplacer le Rafale, une étape a été franchie en fin d'année dernière, avec un accord entre Dassault* et Airbus qui garantit à l'avionneur français une maîtrise d'ouvrage et la préservation de sa technologie. À chaque fois, la France se trouve dépendante des conceptions allemandes pour l'élaboration des matériels. Côté allemand, on est aussi sévère avec la France, à qui on reproche une vision plus politique que pragmatique. «Je veux des matériels qui volent, qui roulent et qui sont disponibles sur le marché. Pas de développement de solutions européennes qui, au final, ne marchent pas », avait déclaré en septembre le général Zorn, le chef d'état-major de la Bundeswehr, sans citer de programme en particulier.

- **Pourquoi l'Allemagne est-elle réticente à aider l'Ukraine?**

Trois arguments ont été tour à tour avancés avec constance par Olaf Scholz pour refuser l'envoi à Kiev d'équipements offensifs: la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine et en particulier des chars Leopard 2 risque de provoquer une escalade du conflit; l'Allemagne refuse de faire cavalier seul et attend un consensus parmi les alliés; la Bundeswehr risque d'être elle-même dépouillée au profit du terrain de guerre russo-ukrainien. Vendredi 20 janvier, lors du sommet de Ramstein, le nouveau ministre de la Défense, Boris Pistorius, leur en a ajouté un quatrième, évoquant la nécessité d'évaluer le parc militaire allemand, un bilan pourtant déjà établi par son prédécesseur. Christine Lambrecht a démissionné il y a une semaine.

Critiqué pour ces réticences, Olaf Scholz a laissé sa ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, annoncer dimanche soir sur la chaîne LCI que Berlin ne s'opposerait pas à la Pologne si Varsovie décidait de réexporter vers l'Ukraine les chars allemands Leopard 2 en sa possession. Pour sa part le chancelier est resté mutique. «*Nous nous concertons*», a simplement répété le chef du gouvernement allemand lors du sommet franco-allemand à Paris dimanche. Olaf Scholz nourrit une certaine inquiétude liée à son opinion publique, traditionnellement pacifiste, et plus encore à l'influente fraction SPD du Bundestag, dont l'aile gauche réclame des négociations plutôt que des armes. Enfin, le chancelier se fait un devoir de ne jamais céder à la pression, soulignent des observateurs, quitte à paraître comme entêté.

* Le groupe Dassault est propriétaire du «Figaro».

* * *

Pour adhérer à notre syndicat il suffit de [télécharger le bulletin d'adhésion](#) sur notre site, le remplir et le renvoyer accompagné du paiement correspondant.